

Négatif

Bulletin irrégulier – décembre 2009 – n°12

Qu'elle est verte ma monnaie

Viens voir les comédiens, voir les musiciens, voir les magiciens, qui arrivent

Charles Aznavour

Le capitalisme a toujours été ce grand excavateur en quête de ressources, de main-d'oeuvre, de débouchés. Pour satisfaire son impérieux besoin de croissance il a dévoré les espaces et les hommes. Ce que l'on appelle la « crise écologique » provient de la contradiction devenue visible entre l'insatiable appétit de ce système qui ne peut se payer le luxe d'une récession prolongée et les limites imposées par la nature, les dérèglements climatiques actuels ne constituant vraisemblablement que les prémices d'une catastrophe dont nous ne percevons encore ni toute l'étendue ni les ultimes conséquences. La grande médiatisation du « Grenelle de l'environnement » de la fin 2007, du sommet de Copenhague du mois de décembre 2009 et autres grands-messes ont notamment pour fonction de nous y préparer. Et, soyons en sûrs, les mesures qui seront prises dans les années qui viennent ne correspondront en rien aux attentes de ceux qui participèrent au développement de la mouvance écologiste, au début des années soixante-dix, avec l'espoir d'en finir avec le vieux monde.

Car à cette époque-là, ils furent un certain nombre à penser que l'écologie était porteuse d'une critique radicale de l'ordre existant. Soutenus par les espoirs qu'avait fait naître la révolte de 1968, ils pensaient que la dénonciation des effets dévastateurs d'une économie prédatrice était un angle d'attaque opérant qui incluait la critique de la

marchandise, du mode de production capitaliste, du travail aliéné et plus globalement de l'État. En ses débuts, le phénomène des communautés installées à la campagne attesta le refus du monde capitaliste et la volonté de vivre différemment, dans de nouveaux rapports avec la nature. Mais c'est la lutte anti-nucléaire qui cristallisa l'opposition écologiste, pour les risques incommensurables que les centrales nucléaires faisaient peser sur l'humanité, ce qui se trouva confirmé par la suite au fil des accidents, notamment celui de Tchernobyl, ainsi que pour la société policière qu'elle impliquait, ce qui était pour le moins lucide. Les premières manifestations se déroulèrent en 1971 contre les centrales en construction. Mais de Bugey et Fessenheim à Malville en 1977, les échecs furent patents, malgré une mobilisation croissante. La grande majorité des opposants au nucléaire avaient-ils alors conscience qu'ils se trouvaient face à un État déterminé dans ce domaine comme dans d'autres, en phase de reconquête après la révolte de 1968, un État peu impressionné par un mouvement en pointillé qui n'embrassait pas l'ensemble de la société comme ce fut le cas quelques années auparavant? De plus, la tendance radicale de la mouvance écologiste n'était pas dominante. Si les premiers exploits électoraux des écologistes datent de 1971 à l'occasion d'élections locales, c'est la

candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 puis la participation systématique à tous les types d'élections à partir de 1976-77 qui marquèrent de manière définitive l'intégration de la mouvance écologiste au jeu politique institutionnel. L'attribution de postes gouvernementaux dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix pour bons et loyaux services électoraux peut être considérée comme un aboutissement.

Voici donc un moment déjà que l'écologie, dans sa version domestiquée, la seule labellisée par l'État, joue le rôle d'une hormone de croissance au service de ce qui est en train de prendre la forme d'un « éco-capitalisme ». Il s'agit certes d'un recyclage à grande échelle, mais le recyclage, mot aujourd'hui en vogue, n'est pas une idée nouvelle sous le ciel plombé de l'Économie. Les « dégâts collatéraux » du système, où qu'ils se fassent sentir, se transforment souvent en heureuses « opportunités », dégageant de nouveaux territoires à conquérir et à exploiter à fond chaque fois que cela est possible. Par exemple, il n'y a pas de misère induite qui ne suscite, dans les pays dits développés, une « offre de consommation adaptée » en prix et en [sous]qualité (par exemple à travers le « *hard-discount* ») et, lorsque cela ne suffit pas, la charité et le bénévolat prennent le relais. Dans ce cas les royalties, faute d'être financières, sont au moins idéologiques. Il n'existe pas non plus de nuisance particulière qui n'aiguise l'appétit des techno-magiciens, à condition qu'elle soit présentable, c'est-à-dire qu'elle puisse être vendue au public comme le pendant inévitable d'un bien auquel nous ne saurions renoncer, à condition aussi qu'elle franchisse les frontières du secret.

Mais aujourd'hui les nuisances ont pris une telle ampleur que les problèmes se posent en termes légèrement différents. C'est de la survie du Capital qu'il s'agit au fond et cette dernière considération l'emporte sur toute autre dans l'esprit des maîtres de l'Économie divinisée. Parce qu'ils ne savent pas encore se passer des hommes décidément bien imparfaits ni s'affranchir

d'une nature encore trop récalcitrante, les spécialistes de l'abstraction vont devoir se montrer « créatifs » pour éviter les déchirements internes qui pourraient résulter de trop grands écarts. Puisque la logique de la domination ne saurait être remise en cause, le problème sera donc de continuer à faire des affaires par gros temps, car les dominants ne sont pas naïfs au point de croire eux-mêmes à ce qu'ils racontent, à savoir qu'une simple adaptation aux conditions de la vie innommable dont ils ont jeté les bases pourra suffire à rendre le monde habitable par les hommes, et surtout pas par des hommes qui auraient entrevu au moins une fois, entre deux spots publicitaires ou deux bagarres de supporters « barbarisés », la promesse d'une vie autre.



L'éco-capitalisme sera donc fait du recyclage d'une partie de l'économie, qui exploitera à fond le nouveau filon, ce territoire dont on connaît encore mal les limites, mais qui sera défriché par ceux qui nous en vendront l'idée. Ses éléments avancés ont déjà commencé leur mue. Pour fourguer leurs gadgets ripolinés, ils misent, « stratégie marketing » oblige, sur les « retombées positives engendrées par une image renouvelée de leurs gammes de produits », avec pour objectif ultime d'en gaver la planète solvable jusqu'à l'écoeuement. Et pour ce faire, des techniques présentant l'avantage de ne pas accélérer directement le réchauffement de la planète, comme les éoliennes, servent déjà de vitrine à l'augmentation de la production énergétique rendue nécessaire par l'accroissement de la production-

consommation qui, elle, ne doit pas refroidir. La réduction des rejets de CO2 est un argument de vente pour les millions d'automobiles produites chaque année. Et le reste est à l'avenant. Signe qui ne trompe pas, on commence à voir apparaître une presse aux titres évocateurs chargée d'assurer le service après-vente. Elle promeut l'idée que l'écologie, après des débuts erratiques, pour ne pas dire obscurantistes parce que laissée aux mains d'irresponsables (ayant d'ailleurs souvent, depuis, fait amende honorable), a enfin atteint l'âge adulte en rejoignant l'économie. « *Ce qui ne rentre pas dans l'économie, ça ne rentre jamais nulle part* », déclarait récemment un ancien ministre¹ dans une émission télévisée consacrée au réchauffement climatique. Comme il a raison ! Ce dernier phénomène ne présente apparemment pas que des inconvénients puisqu'il a le mérite idéologique de pouvoir être présenté comme le mal, certes bien réel, qui cache tous les autres (la pollution nucléaire par exemple) et monopolise toute l'attention. C'est à une sorte de « *mobilisation totale* »² que nous assistons, qui ne va pas, bien entendu, sans une culpabilisation individuelle maximum. Chacun est appelé désormais à « faire les gestes quotidiens qui préservent la planète », devenant ainsi, en triant « ses » déchets, en

¹ Claude Allègre, dans l'émission télévisée *Ce soir ou jamais* (France 3) du 21 octobre 2009, à 23H59.

² Ernst Jünger développe ce concept dans un livre précisément intitulé *La Mobilisation totale*, paru en 1930. Selon lui, la puissance d'une nation en guerre réside en sa capacité à mettre toutes ses forces au service de l'effort de guerre. Mais la « mobilisation totale », liée à ce que Jünger appelle le « progrès », est la marque de la modernité de la domination, caractérisée par la propagande de masse, en fait valable en temps de paix comme en temps de guerre, et appelée à se développer. « *La mobilisation totale, en tant que mesure décrétée par l'esprit d'organisation, n'est qu'un indice de cette mobilisation supérieure accomplie par l'époque à travers nous ; cette mobilisation-là possède sa logique propre ; et si la logique humaine veut garder quelque efficacité, il lui faudra suivre un cours parallèle.* » (Paris, Gallimard Tel, p.127-128) L'analyse chez Jünger se double d'une fascination pour le phénomène, et l'on a parfois du mal à comprendre s'il le critique ou s'il l'appelle de ses vœux. C'est là toute la dangereuse ambiguïté de cet auteur. Le concept de « mobilisation totale » permet en tout cas de critiquer l'époque actuelle en son totalitarisme croissant.

jetant dans un container les bouteilles en verre qui étaient autrefois consignées, dans un autre container les bouteilles en plastique qui étaient autrefois en verre, les petites mains du Capital. Capital ravi, toujours gagnant, puisqu'il peut compter sur une armée de bénévoles à peu près aussi nombreuse que le corps électoral³ et qui se substitue avec bonheur à un salariat jamais satisfait des miettes qu'on lui laisse et doit aller exercer ses talents ailleurs. Ainsi le Capital se présente, tel un phénix de marché, comme un super héros digne de la bande dessinée d'Alan Moore et Dave Gibbons, *Watchmen*. Tout auréolé d'une lumière à neutrons rapides, il ouvre la route vers un monde nouveau, un ordre nouveau.

Car les « préoccupations environnementales » ne répondent pas seulement à une nécessité économico-idéologique. Elles s'inscrivent logiquement dans des choix qui ont été effectués en France voici une quarantaine d'années en matière de politique énergétique avec l'adoption du tout nucléaire. Ces choix n'ont de toute évidence pas eu de seules motivations économiques et militaires, mais aussi politiques. Choisir le nucléaire, c'était s'engager dans une voie sinon sans retour, du moins rendant ce retour extrêmement délicat. S'il y a bien un secteur qui échappe à toute forme de contrôle populaire et ne peut être maîtrisé (est-ce même le cas?) que par un nombre réduit d'experts, c'est bien celui-ci. C'est ainsi qu'au nom d'une supposée indépendance énergétique on a fait peser sur la société, en lui arrachant toute possibilité de contrôle, un poids qui tend à la mettre totalement hors-jeu. Le choix du nucléaire était donc parfaitement rationnel dans le

³ Et même au-delà, puisqu'il est désormais assez fréquent que des enfants, au nom du catéchisme républicain appelé « éducation à la citoyenneté » et de la « sauvegarde de la planète », soient appelés à nettoyer tel ou tel site, ce qui est quand même plus édifiant que de leur enseigner la littérature, surtout depuis que certains écrivains connus se permettent de critiquer le régime (cf. la récente polémique déclenchée par un député de la majorité parlementaire, à propos des déclarations politiques de Marie Ndiaye, distinguée par le prix Goncourt et qui devrait selon lui être astreinte à un « devoir de réserve » !)

cadre d'une politique de consolidation du pouvoir des classes dominantes que le sursaut révolutionnaire de la fin des années soixante avait effrayées. Aussi n'est-il pas étonnant aujourd'hui que le nucléaire soit quasi absent du pseudo-débat sur l'avenir de la planète, mieux, qu'il soit présenté comme une chance parce qu'étant réputé ne pas dégager de gaz à effet de serre. On comprend peut-être mieux pourquoi de grands groupes industriels peuvent sponsoriser des films hyper-médiatisés à partir du moment où ceux-ci ne remettent pas en cause l'essentiel, se permettant tout au plus de dire ce que tout le monde sait déjà et noyant le poisson du Capital dans la responsabilité de tous. De plus, il ne faut pas confondre le spectacle du danger et la critique des nuisances en tant que critique sociale. Le spectacle du danger s'intègre avec bonheur dans une stratégie d'un gouvernement par la peur, diffusée par de multiples canaux et sous divers prétextes pouvant concerner les aspects les plus anodins de la vie quotidienne. Le modèle type du néo-individu façonné par la barbarie libéral-capitaliste est celui de l'animal de laboratoire stressé par d'incessants stimuli qui le font courir en tous sens. L'État qui diffuse la peur se présente bien sûr comme le seul garant possible de la sécurité, il possède la solution, il inquiète et il rassure. Le spectacle du danger climatique ne propose pas de solution politique (autre que la poursuite de la guerre sociale menée par les classes dominantes), uniquement des solutions comportementales et techniques, ces dernières relevant toujours des experts et donc du pouvoir. Le spectacle du danger n'en appelle évidemment pas à une réaction collective et autonome des populations, il est au contraire un facteur supplémentaire de dépossession. On a donc le sentiment que les « problèmes environnementaux » sont propulsés sur le devant de la scène parce qu'ils deviennent de simples instruments non seulement au service de l'Économie, mais du projet politique auquel les classes dominantes travaillent avec acharnement depuis une quarantaine d'années. Ce projet, c'est celui du règne totalitaire et délirant de la

marchandise, la « préservation de l'environnement » devenant ainsi le prétexte d'un renforcement du contrôle des comportements déjà largement mené à bien au nom de la lutte contre l'insécurité. Mais il peut se révéler encore plus efficace car il permet de culpabiliser chacun à chaque instant, ce qui paraissait moins facile au nom de la sécurité.



On en vient à se demander si ce ne sont décidément pas les auteurs de science-fiction qui ont eu la vision la plus lucide du devenir des sociétés. On le savait déjà avec *Le meilleur des mondes* d'Huxley ou *1984* de George Orwell. Big Brother, abondamment évoqué aujourd'hui, est à vrai dire dépassé, tant la sophistication des moyens techniques permet la généralisation de la surveillance. Mais les problèmes écologiques n'étaient pas abordés dans ces romans. Par contre l'auteur américain Robert Silverberg, dans un roman intitulé *Monadés urbaines* (1971), fait le portrait d'une société soucieuse d'« écologie » et de recyclage. En l'année 2381, la majeure partie de 75 milliards d'habitants de la Terre vit dans des tours de 1000 étages, de 3000 mètres de haut et comptant chacune environ 800000 habitants. Derrière l'apparence d'une vie sans histoire, où existe une forme de liberté sexuelle, règne en fait la discipline de fer d'une société hyper-hiérarchisée, à la morale religieuse très stricte, fondée sur l'apologie de la procréation⁴. Il est absolument interdit de

⁴ Le problème de la surpopulation est aujourd'hui bien réel, lorsque l'on sait que la planète comptera d'ici quelques décennies pas moins de neuf milliards d'individus. Nul doute que le Capital puisse trouver

quitter les tours, sauf sur ordre en cas de transfert dans une autre tour. Les habitants n'ont d'autre choix que de consommer leur vie dans un cadre étroit qui ne saurait être contesté dans ses fondements essentiels. On comprend bien que les conflits « tolérés » sont purement superficiels, et confortent en fait le monde existant. « *Les conflits stérilisent* » est un slogan adopté comme une vérité. Les quelques déviants, appelés « anomos », sont repérés et éliminés sans autre forme de procès. Ils sont condamnés à « dévaler la chute », c'est-à-dire à servir de combustible à la centrale qui produit l'énergie nécessaire au fonctionnement de la tour, au même titre que les excréments et autres déchets. Ils sont recyclés, définitivement. On comprend bien que c'est la frénésie religieuse de la procréation qui a justifié l'organisation sociale des *Monadés urbaines*, le refus de se poser la seule question qui vaille en ce monde-là : ne doit-on pas remettre en cause le dogme religieux du « croissez et multipliez » qui y prévaut ? Or on comprend bien que le pouvoir s'appuie sur ce dogme, que la surpopulation terrestre et la justification du modèle « écologique » qu'il impose permettent de maintenir un contrôle de type totalitaire sur la société.

De la même manière, on comprend bien aujourd'hui que le dogme sur lequel s'appuie le pouvoir est celui de Sainte-Marchandise, qui doit elle aussi croître et multiplier ; que cette religion-là ne saurait être remise en question, que chacun sera enrôlé et devra être prêt aux sacrifices nécessaires pour qu'elle puisse être pratiquée de manière « durable ». L'éco-capitalisme, ou faudra-t-il un jour parler d'éco-fascisme, lorsque les conditions de survie sur la planète seront devenues tellement épouvantables que les classes dominantes ne se soucieront plus de sauver les apparences, ne se révélera être autre chose que le renforcement du faisceau de moyens coercitifs dont un bel échantillon est déjà opérationnel. De même qu'au XVIII^e siècle refuser de se découvrir devant une procession religieuse pouvait conduire au

bûcher, parce que manquer de respect à la religion c'était défier le pouvoir (de droit divin), manquer à ses obligations en matière de réglementation environnementale (le *crime-nature* complétant avec bonheur la panoplie du *Big Brother* d'Orwell aux côtés du *crime-pensée*) pourrait être interprété, qui sait, comme une entrave au « développement durable »⁵ et donc comme un défi au pouvoir (de droit marchand), et passible à ce titre de lourdes sanctions.

⁵ Belle illustration de la novlangue internationale, la notion de développement durable naît vers la fin des années quatre-vingt. Dans son livre *La Politique de l'oxymore*, Benoît Méheust montre que les oxymores fleurissent sous les régimes tentant de concilier des oppositions normalement inconciliables, afin de les mettre au service du pouvoir en brouillant les repères. C'est notamment le cas des régimes totalitaires. Les 27 principes du sommet de Rio (dit sommet de la Terre !) en 1992, sont l'expression des contradictions insolubles du capitalisme au niveau mondial. Principe 4 : « *Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.* » Principe 12 : « *Les États devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays* » [...]. *Les mesures de politique commerciale motivées par des considérations relatives à l'environnement ne devraient pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, ni une restriction déguisée aux échanges internationaux.* » Principe 16 : « *Les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internationalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu et les règles du commerce international et de l'investissement* ». On comprend bien, en fait, que derrière la notion de « développement durable », se cache la nécessité de sauver la croissance, donc le capitalisme, en encadrant de manière stricte les mesures « environnementales » inévitables. Il est assez symptomatique que des syndicalistes, dans un texte intitulé « Appel des écosyndicalistes » paru au début du mois d'octobre 2009 (mais les syndicalistes comprennent toujours tout plus vite que les autres), érigent en exemple de ce qu'ils appellent « la prise de conscience de la nécessité de la convergence entre l'écologie et le monde du travail » la création, par plusieurs confédérations syndicales (du Brésil, d'Afrique du Sud, d'Espagne), d'une « *Fondation internationale du Travail pour le développement durable* ».

des arguments au renforcement des mesures autoritaires qui régiront la vie de chacun.

Il en va et il en ira de l'écologie comme de toutes les luttes parcellaires nées de l'échec de la révolte de Mai 1968 (droit des minorités, éducation, mœurs, etc.), et plus globalement de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix dans de nombreux pays du monde. Elles ont été non seulement « récupérées », ce terme est trop faible, mais surtout retournées, mises au service d'un renforcement de la domination. Peaux mortes d'une pensée idéologisée, elles sont venues se fondre dans le creuset des idées les plus réactionnaires pour être régurgitées sous la forme d'une nouvelle « police de la pensée ». La marque de fabrique des régimes totalitaires, ou à tendance totalitaire, même si leurs dirigeants sont mis au pouvoir par des élections, c'est

précisément cette propension à tout englober pour tout contrôler, jusqu'à l'idée spectaculaire de la pseudo-opposition ; c'est de détruire à jamais l'idée de l'autre et de l'ailleurs.

Cet ailleurs, ce territoire imaginaire depuis lequel nous nous exprimons encore, que la domination, quoi qu'elle entreprenne, n'a jamais réussi à réduire ; cet ailleurs dans nos têtes, que les puces électroniques et autres « chevaux de Troie » du Capital n'ont pas encore réussi à conquérir, quels que soient les dégâts causés au monde par ceux qui prétendent le « sauvegarder », quelles que soient les blessures causées aux hommes, quels que soient les crimes en gestation contre l'idée même d'homme et ses attributs essentiels, la conscience et la liberté. ■



C'était un beau roman, une belle histoire...

Le mensonge de l'économie pure

On allait de miracle en miracle

Le capitalisme allait de miracle en miracle. Il avait finalement triomphé de son plus fidèle ennemi, le mensonge réellement existant, le « communisme réel » pour les journalistes peu regardant et les idéologues, et promettait cent ans de bonheur à tous ceux qui étaient prêts à faire des sacrifices, à apprendre à parler la langue universelle du marché tout puissant. Un mur tombait et nous étions invité à reprendre en cœur le nouvel évangile de la « démocratie de marché ».

Et les flics des mots n'étaient pas les derniers à fêter le mariage de raison de la démocratie et du marché et louer le nouvel ordre international. L'histoire était advenue ; il n'y avait pas d'autre monde possible à part celui-ci. La seule philosophie encore d'actualité était une religion : le principe de réalité auquel nous allions tous devoir succomber tôt ou tard. Au-delà du grand principe – point de salut ! Et ceux qui s'obstinaient à poursuivre leur chimère d'un monde meilleur, tous ceux qui étaient à la recherche de l'égalité et de la liberté, passaient au mieux pour des rêveurs à moitié fous, au pire des terroristes avides de sang.

Ah ! la bonne chanson :

- *Vous n'y pensez pas ? Ça commence par des rêves de libération et ça finit par le goulag !*

Ils allaient nous faire adorer la jungle du grand marché où tout se vend et s'achète.

Bienvenue au paradis

Souvenons-nous, le capital devait couler à flots pour l'éternité et les cœurs s'ouvrir tous aux sirènes du néolibéralisme et à ses trésors. Et puis la machine s'est mise à tousser et le miracle passe maintenant pour ce qu'il est : une immense escroquerie, un racket à l'échelle de la société tout entière. Après la charmante berceuse, c'est la gueule de bois. On nous faisait croire que nous étions sur les chemins du paradis et nous nous précipitions vers le grand nulle part.

Là où tout semblait luxe, calme et volupté mercantile, la merveille se traîne maintenant dans ses loques et tend la main à la République du CAC 40 pour passer encore un peu de bon temps avant la prochaine crise.

Les adeptes de l'économisme, la sorcellerie de notre époque, quittent leur tour d'ivoire et leur laboratoire pour voir l'étendue de la catastrophe. Ils consultent leurs théorèmes mathématiques et autres formules magiques qui étaient censés contenir tout le réel, le passé, le futur et notre avenir radieux. Les voilà au chevet du grand malade, à guetter le moindre signe de guérison dans le ciel brouillé de l'économie.

Au fond, l'histoire était belle. Mais ce n'était qu'une histoire à laquelle tout le monde a fini par croire. Et aujourd'hui, le vrai mensonge est mis à mort par ses excès mêmes, le trop de confiance et de fausse conscience. Les adorateurs de l' « économisme », l'économie qui comprend tout, prévoit tout, maîtrise tout et a réponse à tout, se sont fait une image du monde et ont prétendu que c'était le monde lui-même, dans toute sa complexité. L'économie est maintenant un miroir aux alouettes brisé qui laisse apparaître un monde complètement dégingué.

Cette crise qui en cache une autre

Mais la crise actuelle du capitalisme en cache une autre plus grave encore peut-être ; la crise de la pensée, de l'esprit éclipsé par la raison réduite à son plus simple appareil : l'idéologie, l'instrumentalisation totale et systématique.

On s'est arrangé avec la réalité pour la cause en faisant comme si l'économie pouvait se suffire à elle-même (le marché libre et non faussé – voilà la solution !) ; on a tout abandonné au nouveau dieu du moment et on ne sait plus aujourd'hui comment sortir du guêpier, faute d'outils intellectuels ou d'instruments capables de nous permettre de « réenchâsser » l'économie dans la société. Car l'économie, bien qu'elle se soit autonomisée au point de sembler être un ensemble d'abstractions suspendues dans le vide, reste enracinée dans la société. Mais au lieu de servir les besoins sociaux, elle est, sous le régime capitaliste, hautement prédatrice.

Après avoir répété qu'il n'y avait pas d'autre avenir que le présent éternel du Capital globalisé, les commis du marché n'ont pas de mots assez forts, de la rengaine sur la nécessaire adaptation à la nouvelle donne économique au contrat social de demain entre les élites et le peuple, pour parler de l'après-crise, comme pour nous faire oublier la situation noire du moment. Le capitalisme mondialisé se donne ainsi comme une fuite en avant perpétuelle qui nous mène on ne sait où. Joli aveu d'impuissance que cette fuite qui tient du tour de passe-passe, de l'absence de maîtrise du réel.

Une brèche est ouverte. Ce que l'on a appelé le néolibéralisme ne peut plus régner seul et prétendre guider les peuples comme le bon berger dans un monde qu'il a ruiné. Il a beau dire « *La vérité, c'est moi, je suis tout le réel* », la nécessité du moment vient nous rappeler que le réel, c'est le visible plus ce qu'on ne voit pas à cause précisément de notre soumission au « principe de réalité » qui nous ferme les portes du possible, du rêve et de l'ailleurs, toutes choses indispensables à une remise en cause radicale de l'ordre social. C'est l'incapacité à répandre un peu de merveilleux dans le réel qui rend la vie si prosaïque et si inutile.

Les temps sont maintenant aux doutes et aux hypothèses, à l'idée d'un autre monde possible notamment, à la recherche d'une sensibilité nouvelle.

La révolution est souvent l'alliance des cris de rage et de colère et du patient travail de la critique.■



Contre l'attrait de la répétition des vaines querelles Pour une réactualisation de la question de l'organisation et de l'émancipation sociale

En 1905, lorsque les principales chapelles socialistes se regroupent pour fonder la SFIO sous l'autorité de Jean Jaurès, les socialistes ne se placent pas dans une perspective de rupture radicale avec l'ordre établi et ils sont assurément davantage républicains que révolutionnaires. Ce ralliement à la république du centre, la Troisième république, la « meilleure des républiques », celle qui divise le moins les Français comme l'avait dit Adolphe Thiers, le boucher de la Commune, date de l'Affaire Dreyfus. À la fin du XIXe siècle, comme le fait remarquer assez justement Louis Janover, les socialistes de parti ont tendance à s'en tenir à la défense d'un universalisme très abstrait et à délaisser la question sociale. La mise en avant de la justice et les incantations sur la nécessaire amélioration de la condition de la classe laborieuse et autre blabla philanthropique en est un exemple⁶. En 1905, la SFIO inscrit moins sa politique dans une rupture avec le capitalisme que dans un programme visant à intégrer la classe ouvrière dans la nation. Les lois sociales votées à la fin du XIXe siècle avaient bien pour but la nationalisation de la classe ouvrière. Les socialistes d'appareil sont donc dans la logique d'une conciliation des intérêts du travail avec ceux du capital.

Il n'y a de toute façon jamais eu en France de parti socialiste avec une conception du monde, une idéologie clairement définie. Le marxisme est connu en France à la fin du XIXe siècle, mais sa pénétration est difficile. Surtout le matérialisme historique est filtré par d'autres idéologies françaises très idéalistes et souvent déconnectées de la question sociale ou des pratiques de la lutte sociale radicale : l'éclectisme ou le positivisme, le scientisme. De fait, plus que révolutionnaires ou même

marxistes, les socialistes de la SFIO développent une croyance dans le progrès et en une science quasi mystique et pensent qu'ils conduiront, par eux-mêmes, à la fin de l'exploitation sociale et de l'opposition capital/travail ; un peu comme si le système capitaliste était perfectible et pouvait raisonnablement fonctionner dans l'intérêt de toutes les classes sociales. C'est donc bien le possibilisme qui s'impose au tournant du XIXe et du XXe siècle, l'idée qu'il est possible d'abolir le capitalisme, ou plus exactement de passer du capitalisme au socialisme par les élections et la conquête des municipalités ; comme s'il était par avance établi que l'État bourgeois pouvait fonctionner autrement que pour reproduire l'organisation sociale capitaliste, comme si l'appareil bureaucratique d'État n'était pas déjà déterminé dans ses finalités. Mieux. On voit se développer en France un socialisme intégral qui est bien une tentative pour s'opposer à la diffusion du marxisme perçu comme un produit de la culture allemande et, de surcroît, révolutionnaire. *Le socialisme*, l'œuvre d'un des idéologues de la IIIe République, et père de la sociologie comme discipline universitaire⁷, vise très nettement à défendre un socialisme d'essence française, le saint-simonisme en particulier, contre le marxisme. Sauf que le saint-simonisme, du moins dans l'esprit des fondateurs ou des gardiens de la doctrine, est tout sauf une pensée révolutionnaire. Ce sont des réformateurs sociaux soucieux d'en finir avec l'époque révolutionnaire et qui se placent dans la perspective d'une alliance entre les producteurs, c'est-à-dire les prolétaires et les capitalistes. Émile Durkheim répond au marxisme par le

⁶ Louis Janover. *La Démocratie comme science-fiction de la politique*, Arles, Éditions Sulliver, 2007.

⁷ Émile Durkheim, *Le Socialisme*, Paris, PUF (Quadrige), 1992, 1928 pour la première édition.. Le livre a pour origine un cours professé à l'université de Bordeaux entre novembre 1895 et mai 1896.

solidarisme, la limitation des intérêts privés pour cimenter les différentes classes sociales et donner corps à la nation France.



On peut donc parler de la naissance d'un socialisme des intellectuels coupé de la lutte sociale radicale prolétarienne ; d'intellectuels prétendument au service de la classe ouvrière mais qui dans les faits défendent une vision du monde « bourgeoise », plus préoccupés d'intégration et de conservation de la république du « centre » que de rupture avec l'ordre social. Ces intellectuels plus républicains que socialistes sont à l'occasion extrêmement méfiants vis-à-vis des classes populaires, notamment au moment des crises politiques qui mettent en question l'édifice social. Ce qui se cache derrière la représentation politique du peuple et l'électoratisme – c'est bien le rejet d'une démocratie sociale réelle, d'un autogouvernement du peuple, une prise en charge démocratique et collective de la destinée sociale par le peuple⁸. La peur politique des bourgeois, réformistes ou conservateurs, qui sont souvent les mêmes aujourd'hui, c'est bien, depuis toujours, la sécession du peuple, la création d'un espace public oppositionnel se situant en dehors de l'espace privé de la bourgeoisie et ailleurs, et qui ont fini par comprendre que, s'ils voulaient s'imposer durablement, ils devraient assimiler, même de façon marginale, ce qui n'était pas eux : le prolétariat.

⁸ Voir sur cette haine de la démocratie et de l'égalitarisme Jacques Rancière. *La Haine de la démocratie*, Editions La Fabrique, 2005.

Le manque d'articulation entre la théorie et la pratique, le manque de réflexion critique sur la pratique sociale, y compris au sein de la gauche radicale, la séparation entre le socialisme des intellectuels et le « mouvement prolétarien » réel, l'absence de conception originale du monde dans le socialisme français, compromet durablement une possible émancipation populaire.

Pas plus qu'en 1905 la SFIO n'est révolutionnaire en 1936. Comme le rappelle Daniel Guérin, alors proche de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, aile gauche de la SFIO, le Front populaire, cartel politique constitué des socialistes et des radicaux socialistes soutenu par le parti communiste alors complètement bolchevisé, arrive au pouvoir avec un simple programme de relance économique. Initialement, il n'y est même pas question de nationalisation et, s'il y eu bien des nationalisations sous le Front populaire, elles ne furent pas à proprement parler des expropriations puisque qu'elles firent l'objet d'accords à l'amiable très avantageux dans certains cas pour les possédants. Les conventions collectives, la création des délégués du personnel, la semaine de quarante heures et les congés payés figurant dans les accords de Matignon ne sont pas accordés ou octroyés par le patronat ou la coalition au pouvoir : ces avancées sociales sont arrachées aux classes dirigeantes du fait de la grève générale avec occupation d'usines. Lorsque les grévistes voudront aller plus loin et exprimeront dans certains cas et de façon certes confuse leur volonté de s'appropriier collectivement les moyens de production, ils trouveront en face d'eux un parti communiste soucieux d'ordre et vite rallié à la République du centre et au drapeau tricolore. C'est le fameux et très réformiste « *Il faut savoir terminer une grève* » de Maurice Thorez (secrétaire général du PCF) à un moment où le dépassement du réformisme était possible du fait des occupations d'usine et de l'effervescence politique⁹. Mais le témoignage de D. Guérin est intéressant sur

⁹ Daniel Guérin. *Front populaire, révolution manquée : témoignage militant*, Arles, Actes Sud (Babel), 1997.

un autre point – celui de la séparation. À la lecture de son témoignage, on se rend compte que la classe ouvrière est divisée. La tentative d'unité syndicale au début des années trente échoue.

Mais il y a plus. Daniel Guérin vient du syndicalisme révolutionnaire, mais laisse passer une certaine désillusion à l'égard de ses camarades qui font preuve d'un mépris certain pour les intellectuels et qui ne développent aucune réflexion théorique sur leur pratique, préférant s'en tenir à la Charte d'Amiens déjà fort ancienne (1906)¹⁰. D'où l'adhésion de Guérin à la Gauche révolutionnaire qu'il finit par juger bientôt... trop intellectuelle et coupée de la classe ouvrière. L'absence d'articulation entre théorie critique et pratique de la lutte est donc encore bien réelle dans les années trente et les échanges entre intellectuels révolutionnaires et ouvriers peu développés.

On pourrait montrer de la même façon que la politique de la « gauche » à la Libération, en particulier les nationalisations, vise plus à reconstituer l'État capitaliste qu'à l'abolir. Ces nationalisations ont d'ailleurs un contenu beaucoup plus patriotique que révolutionnaire et se marient bien avec le discours productiviste à la mode alors. D'où les attaques du PCF et de la CGT contre les comités de base qui animent en partie les grèves de 1947 dans l'espoir que la libération du territoire français pourrait être suivie d'une émancipation sociale et politique, tandis que le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, de la SFIO, réprime le mouvement de grèves¹¹.

La SFIO est moribonde après la guerre d'Algérie, incapable de rompre avec l'idéologie coloniale qui fut la sienne dès 1905, à sa création. Elle sera concurrencée par le PSU, mélange d'anti-gaullisme, d'anti-

stalinisme et d'opposition à la guerre d'Algérie à partir de 1960, puis remplacée par le Parti socialiste en 1971 (congrès d'Épinay). Mais dès 1969, les socialistes de gouvernement présentent aux élections présidentielles Gaston Defferre et renouent ainsi avec l'opportunisme et le pire réformisme, n'ayant d'autres cadavres dans la bouche que modernisation idéologique et bonne gestion financière. Lorsque que Mitterrand devient le chef du Parti socialiste et jusqu'à la victoire de 1981, en dépit d'un discours pseudo marxiste sans conséquence, d'un faux radicalisme censé faire bonne mesure dans l'agitation post-soixante-huitarde des années soixante-dix, c'est un vague réformisme qui prime, fait d'un semblant de plan de relance économique. À cette occasion, la « gauche » recycle la vieille formule qui sonne très Front populaire, « *changer la vie* », tentative grossière de détournement d'une formule de Rimbaud et des surréalistes à sa suite qui y voyaient une façon pour les hommes de se réapproprier leur humanité ; changer la vie et pas le monde, évidemment ! Les changements viendront effectivement, mais dans le sens d'une modernisation du capitalisme plutôt que du socialisme. Ce slogan, avec le recul, annonce le recentrage de la vie politique autour des questions culturelles, ce qui permet d'éluder le problème de la question sociale (chômage, précarité, exploitation) qui est comme un spectre qui nous hante mais qui attend de s'incarner dans des luttes qui poseraient le problème dans toute sa radicalité. En réalité, dès leur venue au pouvoir en 1981, les socialistes et leurs alliés sont convertis au « principe de réalité » et à la bonne gouvernance. Il y a quelque ironie à ce qu'un parti, mais la même remarque vaut pour le PCF, se donnant pour but la transition vers le socialisme, ait abouti dans les faits à une modernisation du capitalisme en 1936, à la Libération ou depuis 1981.

Au tournant du XIXe et du XXe siècle, le rejet de l'électoratisme et des partis, vivace chez des militants marqués par l'anarchisme, pousse certains à faire le choix de l'action syndicale. Il y eut en France un

¹⁰ La Charte d'Amiens, texte de référence de la CGT syndicaliste révolutionnaire, affirme le principe de l'indépendance vis-à-vis du parti socialiste né un an plus tôt et rejette l'électoratisme au profit de la lutte sociale sur le terrain « économique ».

¹¹ Voir Grégoire Madjarian. « Mouvement ouvrier et nationalisation » dans *Quatre saisons de la société marchande*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 117-150 et *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, 10/18, 1980.

moment syndicaliste révolutionnaire fondé en pratique et en théorie.

La grève générale comme représentation et comme volonté : le moment syndicaliste révolutionnaire

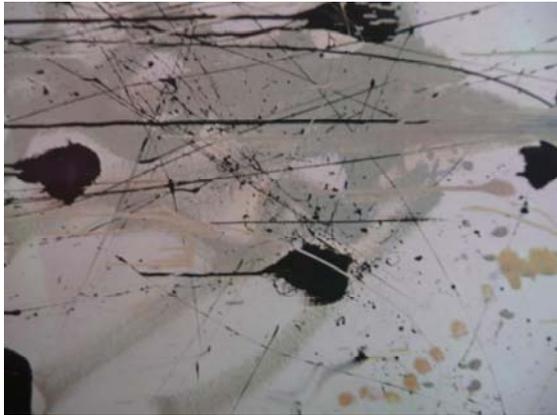
Le syndicalisme révolutionnaire a eu son théoricien en France au tournant du XIXe et du XXe siècle : il s'agit de Georges Sorel penseur autant inclassable que difficilement saisissable. Proudhonien et venant de la droite, Sorel se rapproche des syndicalistes après l'affaire Dreyfus. De cette époque lui vient une profonde aversion pour les intellectuels d'État, les socialistes de parti qui, selon lui, ont trahi la classe ouvrière par la collaboration de classe. Très bon connaisseur de la pensée de Karl Marx, sans doute le meilleur à cette époque en France comme en témoigne son essai sur *La Décomposition du marxisme* (1910), il ne partage pas du tout l'idée selon laquelle la classe ouvrière devrait suivre des intellectuels autoproclamés représentants des classes populaires. Il pense au contraire que la classe ouvrière doit exister pour elle-même et que son émancipation se fera de son propre chef. Or cette émancipation ne peut dès lors passer que par la lutte sociale, ce qu'il appelle les grèves économiques et non par l'électoratisme ou la conquête de l'État, instrument et institution bourgeoise par excellence. C'est ce qui l'amène à s'intéresser au problème de l'organisation et au développement d'une culture proprement prolétarienne. C'est alors qu'il se rapproche de Fernand Pelloutier et des anarchistes qui sont entrés dans la CGT et les bourses du travail. Dans un premier temps d'ailleurs, c'est plus le monde des bourses du travail qui retient l'attention de Sorel dans lesquelles il voit un espace public oppositionnel où pourrait fermenter une culture ouvrière, se nouer des solidarités à la base entre les travailleurs issus de différents métiers, d'où pourrait naître une véritable communauté prolétarienne ainsi qu'une morale sociale. À la limite, la société socialiste à venir pourrait s'organiser politiquement autour de ces

structures de base typiquement prolétariennes, et non à partir d'un Etat ou d'un parti. Pour Sorel, le but est bien d'arriver par la grève à ce qu'il appelle le « *self-government* » ouvrier, c'est-à-dire à un autogouvernement du peuple par le contrôle et la gestion directe de l'économie.

Mais Sorel ne se contente pas d'être en quelque sorte le théoricien de l'auto-organisation du prolétariat, de la classe pour elle-même ; il donne aussi une expression très particulière à la lutte de classe. Pour créer une pratique de la lutte proprement prolétarienne, il invente le mythe de la grève générale. On peut parler ici de mythe parce qu'il est question d'un mouvement spontané de la classe ouvrière vers une idée, une image, un dénouement : la libération de la classe exploitée par la grève générale révolutionnaire. Il s'agit de faire en sorte que le prolétariat s'arrache au présent pour se réaliser dans un acte unique, mouvement violent mettant fin à toutes les violences sociales. Contrairement aux utopistes ou aux réformistes, il met l'accent sur les moyens et donc l'action et non pas sur les fins ou les résultats, sur la notion de rupture historique avec le capitalisme et non pas la continuité ou la transition vers le socialisme. La grève générale révolutionnaire prend véritablement la forme d'un mythe, d'une espérance souterraine censée précipiter spontanément le prolétariat vers sa libération. Il y a dans la conception que se fait Sorel de la grève générale une poésie sociale à l'opposé du scientisme ou du plus plat rationalisme qui constitue un élément fondamental chez bon nombre d'intellectuels de parti prétendument au service de la classe ouvrière.

À cette époque, comme à aucune autre depuis peut-être, le prolétariat avait un espace public oppositionnel et une forme d'organisation spécifiques d'un côté (les bourses du travail et le syndicat de base), et une « poésie pratique », une représentation du monde de l'autre (la grève générale révolutionnaire comme mythe ou volonté). Il est étonnant que les surréalistes, ces dynamiteurs exemplaires en guerre contre les

valeurs de la bourgeoisie, qui se situent dans la perspective d'une révolution totale, sociale et culturelle, n'aient pas fait usage d'un Sorel quelque peu tombé dans l'oubli au moment où triomphe la contre-révolution stalinienne en URSS et que le PCF est en voie de bolchevisation¹².



Pourtant, bien qu'elle s'enracine dans les esprits, l'idée de grève générale révolutionnaire est loin de triompher dans les faits. Entre 1905 et 1914, il y a de puissants mouvements de grève, mais ils n'ont pas vraiment de caractère révolutionnaire. Ces mouvements ne réussissent pas à s'unifier suffisamment pour déboucher sur la grève générale révolutionnaire. Et quand les militants syndicalistes révolutionnaires tentent d'impulser des grèves générales, celles-ci demeurent limitées.

Finalement c'est le mythe national, comme l'avait d'ailleurs redouté Sorel, qui

¹² On a aussi parlé d'un mythe d'Octobre à propos de la révolution de 1917 en Russie. Nous savons aujourd'hui que cette révolution, ce qu'elle est devenue en tout cas, a été une des plus grandes escroqueries de l'histoire, que ce qui a pu néanmoins passer pour le paradis communiste enfin réalisé aux yeux d'un nombre invraisemblable d'observateurs ne fut en fait qu'un immense camp de travail éclairé par la lumière blafarde d'un sinistre père fouettard. Reste que ce mythe d'Octobre a représenté pendant de longues années du XX^e siècle une espérance, un autre monde possible et qu'il a mobilisé des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Il était comme une promesse. En ce début de XXI^e siècle, nous n'avons plus d'espérance capable de nous unir ni d'espace alternatif où mener la lutte contre le capitalisme globalisé. Vidés de nos rêves, nous sommes assommés par la réalité

s'impose au sein de la classe ouvrière un peu partout en 1914. Plus grave encore, ses représentants, y compris dans les milieux syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes, se rallient à l'union sacrée.

Il faudra attendre les années 1960 pour voir ressurgir une pensée critique pratique, notamment avec la réapparition des idées conseillistes.

Organisation contre spontanéisme : quand la réactivation des vieilles querelles cache mal l'absence de renouvellement pratique et théorique

Avec la crise actuelle et l'offensive des capitalistes pour la sauvegarde du système économique et social actuel, la nécessité de s'organiser pour lutter ensemble devient une question chaque jour plus pressante. Ces derniers temps, les idées d'auto-organisation et d'autonomie des luttes ont parfois suscité un regain d'intérêt.

Ici et là pourtant, certains voudraient rejouer la vieille opposition entre le syndicalisme révolutionnaire et le conseillisme, l'efficacité organisationnelle contre l'idéalisme anti-organisationnel des conseillistes¹³. Le débat est quelque peu stérile et élude une problématique de fond : notre capacité à créer des formes de lutte et d'organisation à même de faire progresser les idées révolutionnaires dans les têtes et dans les faits.

Historiquement, les militants conseillistes sont ceux qui sont allés le plus en avant dans cette voie. Refusant la division dirigeants/exécutants, ils pensaient que l'émancipation des travailleurs devait être le fait des travailleurs eux-mêmes. En pratique, cela signifie que c'est à ces derniers de concevoir leurs propres formes d'organisation afin de prendre en main leur

¹³ Par exemple, René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 2009, 181 p.

destinée collective. Ils ont appelé ces créations sociales imaginaires des conseils, espaces spécifiques et originaux en rupture avec les toutes les formes d'institutions capitalistes, au sein desquels le prolétariat se fixe des objectifs pour lui-même et par lui-même.

Et les syndicats ?

Les conseillistes les rejettent comme bureaucraties coupées des travailleurs et comme agents de la contre-révolution. Insistons sur un point. Le conseillisme est un courant qui s'est surtout développé en Europe du nord et les analyses des révolutionnaires qui se rattachent à ce courant s'inspirent largement de la situation qui prévaut dans cet espace géographique. Le syndicalisme révolutionnaire a été une forme d'organisation spécifique des travailleurs en lutte pour leur émancipation. Mais les syndicats n'ont plus rien à voir avec cela aujourd'hui car ils défendent, dans le meilleur des cas, des avantages acquis dans le cadre du capitalisme et c'est tout. C'est ce qui fait dire à Anton Pannekoek que les syndicats ne permettent pas aux travailleurs de regarder au-delà du capitalisme mais qu'il les retiennent au contraire strictement dans ses limites.

La bureaucratisation continue des syndicats a abouti à l'approfondissement du clivage dirigeants/exécutants, entretenant ainsi la passivité de la majorité. Finalement, syndicats et syndiqués finissent par avoir des intérêts séparés et divergents. Les travailleurs qui croient encore poursuivre leurs propres fins deviennent bientôt l'instrument d'une bureaucratie qui les utilise pour défendre ses intérêts.

Pannekoek insiste aussi sur le fait que les syndicats sont nés au sein des rapports sociaux de production de type capitaliste ; c'est la raison pour laquelle il leur enlève toute légitimité dans la construction d'une société post-capitaliste et libérée de l'État (dont les syndicats sont d'ailleurs maintenant une composante). Penser qu'une société « communiste » puisse être fondée à partir et autour des syndicats, c'est envisager le communisme comme une continuité et

non une rupture avec le capitalisme. À la limite, c'est le réduire à un capitalisme sans capitaliste.

Les conseillistes s'accordent à dire que la grève générale reste l'arme déterminante de la lutte sociale radicale. Mais elle ne peut pas être décrétée par une organisation, quand bien même serait-elle révolutionnaire. Elle doit être au contraire ressentie et vécue comme une nécessité, être dans toutes les têtes. Les conseillistes ne sont pas loin ici d'un Georges Sorel et de son mythe de la grève générale. D'où l'insistance des conseillistes sur l'idée de période historique dont se moque René Berthier¹⁴. Nous partageons souvent l'idée selon laquelle l'histoire ne serait qu'une suite d'accumulations d'expériences sociales et politiques, sans rupture ; que tout serait toujours possible et n'importe quand. Mais l'histoire des luttes sociales pourrait être tout aussi bien vue comme une suite d'assauts répétés contre le capitalisme. Quand les insurgés sont vaincus, il faut, pour ainsi dire, tout recommencer. Le capitalisme n'est pas inerte mais change de forme historique pour rester le même en son fond. En outre, le travail ne sort pas indemne de l'évolution du capitalisme tant il est entraîné dans son sillage et sa marche qui prend d'ailleurs de plus en plus l'aspect d'une course folle. Sans cesse, le capitalisme arrache le travail à lui-même pour le façonner au plus près de ses intérêts. Voilà pourquoi un type d'organisation peut être révolutionnaire à une époque pour ensuite dégénérer et devenir finalement un élément de la conservation sociale, comme c'est le cas maintenant des syndicats. Ne pas le voir, c'est s'en tenir à des conceptions anhistoriques des choses. De même, les conseillistes avaient raison d'utiliser le slogan « *À bas les luttes salariales* » pendant la révolution allemande. Si on était révolutionnaire, il fallait populariser ce mot d'ordre qui avait alors du sens à ce moment-là. Sur ce point, R. Berthier reproche aux conseillistes leur idéalisme et leur manque de connaissance de la condition ouvrière, mais

¹⁴ Dans *Digressions sur la révolution allemande*, op. cit.

il faut être un peu conséquent. Quand tout devient possible, il faut tenter de rendre pensable l'improbable, la révolution, ou alors dire clairement qui on est : un réformiste qui se bat pour des revendications limitées quelle que soit la situation. On touche là à une grande faiblesse du mouvement anarcho-syndicaliste, due à l'absence d'une stratégie politique spécifique et cohérente face aux grandes centrales syndicales, lequel n'a jamais vraiment été capable d'articuler les luttes revendicatives avec la grève générale révolutionnaire. Il faudrait ici une théorie critique pratique nourrie par une expérience des luttes sociales récentes. Tout cela fait dire à René Berthier que les conseillistes ont laissé passer leur chance par sectarisme, idéalisme ou manque de connaissance des milieux ouvriers. D'abord il faut rappeler que les conseillistes étaient très minoritaires en Allemagne. Ils étaient présents dans les conseils ouvriers au moment de la révolution allemande au début des années 1920, mais ils étaient loin de tous les contrôler. On pourrait aussi bien se demander pourquoi les ouvriers n'ont pas massivement quitté les syndicats pour créer des conseils de travailleurs. Les conseillistes avaient raison de dire alors : « *Sortez des syndicats !* ». Leur échec prouve avant tout que les travailleurs allemands n'ont pas basculé dans leur grande majorité dans le camp de la révolution.

Le même René Berthier voudrait opposer une bonne révolution espagnole qui aurait réussi sous la conduite des anarcho-syndicalistes de la CNT à une révolution allemande dont les conseillistes auraient été les fossoyeurs. Au-delà de la querelle stérile et quelque peu ridicule tant les situations historiques et les types de société sont différents, il y a une question plus gênante pour nous : pourquoi, contrairement à ce que pensaient les révolutionnaires, les révolutions du XXe siècle ont-elles eu lieu non pas dans les pays où avait cours le capitalisme avancé, mais dans des pays plutôt ruraux et où il n'y avait pas vraiment

de classe ouvrière puissante et bien organisée ?

Par temps de rupture, prendre la mesure de l'époque devient une nécessité. Des questions nouvelles surgissent. Le problème de l'autogestion, pour ne prendre qu'un exemple, ne peut plus se poser comme pendant les années 1950 et 1960. Que veut dire se saisir simplement des moyens de production quand ceux-ci prennent maintenant l'aspect d'une méga-machine qui nous dépasse et nous domine ?

Et le mythe de la grève générale révolutionnaire - n'est-il pas lui-même dépassé par l'histoire ? Si c'était le cas, nous nous accrocherions alors à une simple superstition sans conséquence. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, c'est la pratique de la lutte sociale, tant dans sa généralisation que dans ses développements possibles, qui permettra de trancher et de redéfinir une perspective révolutionnaire.

Nous sommes aujourd'hui face à la question suivante : comment habiter humainement la terre et autrement que dans le cadre du capitalisme mondialisé ? Or les villes sont aujourd'hui sans doute des lieux où s'accumule la marchandise, elles sont elles-mêmes devenues des marchandises d'ailleurs, mais elles ne sont plus des cités au sens grec : des espaces où faire l'expérience d'un devenir commun. L'espace urbain a explosé. Les centres de décisions eux-mêmes se sont éloignés. On peut effectivement dire que la technocratie est bien la forme de gouvernement du capitalisme globalisé. Si s'emparer de notre devenir social signifie imaginer des espaces d'opposition, l'enjeu est bien la possibilité d'une nouvelle territorialisation du politique et donc de la lutte sociale. La reformulation d'un projet communiste passe par le développement d'espaces politiques d'oppositions inédits, et pas seulement sur les lieux de travail. C'est en cela que le courant conseilliste garde son actualité.



Pour nous contacter ou recevoir les anciens numéros :

georges.ouden@gmail.com